



## L'histoire du temps présent

# Une grève sous la menace des baïonnettes allemandes

Denis Scuto

Comme l'écrit l'historien américain Jay Winter dans son introduction à la nouvelle *Cambridge History* de la Première Guerre mondiale en trois volumes – Combats, Etats, Sociétés – 14-18 est une guerre globale par „l'engagement des grands empires et économies industrialisées ou en voie d'industrialisation du monde dans un conflit de cinquante mois“. Elle marque la fin de la première mondialisation. La circulation des hommes, des marchandises et des capitaux ne reprendra à un rythme élevé que dans les dernières décennies du 20<sup>e</sup> siècle. Winter souligne en outre que les innovations et les changements structurels dus à la guerre „compensèrent jusqu'à un certain point la destruction des capitaux, des terres et des vies tout en créant les nouvelles formes de capitalisme d'Etat et de communisme qui devaient gouverner la vie économique et politique pour le restant du siècle“.

C'est à travers l'occupation militaire que la population luxembourgeoise subit elle aussi les conséquences de cette guerre globale ou totale. Les bouleversements de la vie politique, économique et sociale furent profonds. Depuis 2014 et la commémoration du centenaire de 14-18, on commence à s'intéresser davantage à ce conflit au Luxembourg et à réaliser que par son impact elle fut chez nous également à bien des égards une „grande guerre“. Je voudrais l'illustrer à l'aide d'un événement historique qui se produisit il y a exactement cent ans.

La grève de juin 1917 dans la sidérurgie, tout comme la création d'organisations syndicales de masse quelques mois auparavant, en automne 1916, sont des enfants de la Première Guerre mondiale. Ces événements sont directement liés à la détérioration dramatique des conditions de vie des ouvriers, des employés et des fonctionnaires dans le cadre de la crise de ravitaillement, qui fut elle-même une conséquence de la guerre, de l'occupation allemande mais aussi des choix politiques du gouvernement luxembourgeois.

## Une crise de ravitaillement globale

Rappelons brièvement le contexte: en août 1914, la neutralité luxembourgeoise est violée par les troupes allemandes et le pays reste occupé militairement. Le gouvernement luxembourgeois proteste du bout des lèvres tout en jouant en fait la carte allemande. En août 1914, les Allemands faisaient figure de vainqueurs assurés. Il en advint différemment. C'est avec ces mêmes Allemands que le Luxembourg perdra donc la guerre quatre ans plus tard.

En août 1914, personne ne songe non plus à la question du ravitaillement de la population. Le pays disposait de larges stocks agraires. Et on était convaincu que cette guerre serait non seule-



Les grévistes et leurs familles, en habit du dimanche, manifestent dans les rues de Dudelange le 1<sup>er</sup> juin 1917

ment gagnée par l'Allemagne wilhelmiennne, mais qu'elle serait courte. Le libéralisme économique, celui du „laissez-faire, laissez-aller“, est encore si fortement ancré dans l'habitus politique que les gouvernements luxembourgeois successifs ne parviennent pas à se résoudre à intervenir véritablement dans l'économie, notamment pour stopper la hausse vertigineuse des prix des denrées de première nécessité. Surtout, dans le domaine du ravitaillement comme dans beaucoup d'autres, la neutralité proclamée se révèle être une fiction. Tout comme la sidérurgie luxembourgeoise travaille pour la machinerie de guerre allemande, l'agriculture luxembourgeoise est contrainte de produire pour les troupes d'occupation allemandes. Ce que les soldats allemands n'obtiennent pas par voie légale, ils se le procurent par d'autres moyens. En août 1916, le gouvernement luxembourgeois avait (enfin) interdit l'exportation de fruits et de légumes. Le ministre du Ravitaillement se plaint en novembre 1916 des nombreuses infractions commises par les soldats allemands:

„Sämtliche Landsturmänner betreiben den Schmuggel und schleppen alles über die Grenze nach Deutschland, was nicht niet- und nagelfest ist, jetzt wo es verboten ist. Was würde das erst werden, wenn das erlaubt wäre, dann bliebe nichts im Lande. Darauf lassen wir uns nicht ein.“ Un haut fonctionnaire allemand rétorque à Welter que ce sont les intérêts allemands qui priment, dans ce cas comme en général: „Wenn Sie behaupten, dass Ihre Autonomie verlange, dass Deutschland Ihnen freie Durchfuhr für alle Waren, die Ihr in der Schweiz, in Dänemark, usw. kauft, gewährt, so bemerken wir, dass unsere höheren Interessen das nicht zulassen.“ Les Alliés bloquent eux aussi les livraisons de denrées alimentaires de pays neutres vers le Luxembourg, car

ils savent bien que le pays n'est pas neutre dans les faits, mais complètement intégré dans la sphère allemande.

Le ministre d'Etat germanophile Victor Thorn dénonce un „coup du destin“ en faisant part, le 28 décembre 1916, de ses craintes au chargé d'affaires luxembourgeois à Berlin: „Nicht ausreichende Brotnahrung. Kartoffelmangel, kein Fett, keine Eier, Butter und Milch nur in ungenügendem Maße erhältlich, das ist die Signatur der uns durch das Schicksal bereiteten Lage. Die unteren Schichten der Bevölkerung ermangeln der notwendigsten Elemente der materiellen Lebenshaltung. Vom Hunger angetrieben, scharen sich die Notleidenden zusammen und verlangen Lebensmittel.“

Poussés par la faim, les ouvriers étaient déjà descendus dans la rue pendant l'été 1916 et avaient créé deux grands syndicats dans la sidérurgie, le *Lëtzebuurger Bierg- an Hüttenarbechtersverband* (LBHAV) à Esch et le *Lëtzebuurger Metall-oarbechtersverband* à Luxembourg-Ville. La situation alimentaire, comme Thorn l'avait prévu, empira encore pendant l'hiver 1916-1917. Dans les assiettes des ménages ouvriers, les choux-raves, les navets et les carottes remplacent la viande, le beurre et le pain, hors de prix. En mai 1917, le président du LBHAV et député, Bernard Herschbach, confronte ses collègues parlementaires à la dure réalité quotidienne des ouvriers. D'après les chiffres patronaux un ouvrier d'usine gagne en moyenne 8,88 marks par jour. En y ajoutant les primes pour enfants, il dispose d'un salaire moyen de 263,76 marks par mois. Cela signifie pour une famille ouvrière (trois enfants) que, même en prenant tous ses repas à la cantine de l'usine et en ne calculant que 20 marks par mois pour les frais de logement, il ne lui resterait que 17,76 marks par mois pour toutes

les autres dépenses (vêtements, chauffage, frais médicaux etc.).

## Tessmar, ministre d'Etat

La situation est dramatique début 1917, mais le gouvernement ne réagit pas aux appels des leaders syndicaux à faire pression sur le patronat pour des augmentations de salaire de 50%. De plus, les nouveaux délégués d'entreprise que les syndicats font élire à la place des hommes de paille mis en place par les employeurs, ne sont pas reconnus par le patronat. Le gouvernement refuse toute médiation. Le 29 et 30 mai, des réunions rassemblant à Differdange, Dudelange et Esch des milliers d'ouvriers décident l'entrée en grève. Le 1<sup>er</sup> juin, plus de 10.000 ouvriers participent à la grève et à des manifestations dans les villes industrielles. Ils demandent des augmentations de salaire et la solution du problème de la pénurie de vivres, mais aussi la reconnaissance des syndicats et des conventions collectives. Mais, dès le 31 mai, le colonel Tessmar, commandant en chef des troupes d'occupation, avait proclamé l'état d'urgence et des soldats allemands patrouillent, baïonnettes au fusil, à travers les villes du bassin minier. Le 1<sup>er</sup> juin, les ouvriers étrangers appartenant à un pays ennemi de l'Allemagne sont avertis par voie d'affiche qu'ils seront internés s'ils ne reprennent pas le travail dès le lendemain. Puis, des patrouilles allemandes accompagnent les ouvriers qui reprennent le travail. L'occupant fait même venir des travailleurs forcés, principalement français et belges, pour prendre la place des grévistes. Le 5 juin, Tessmar convoque les leaders syndicaux et leur déclare ouvertement que l'armée allemande ne peut tolérer la continuation d'une grève dans une région si proche du front et des usines lorraines. Au cas contraire, les meneurs seraient traduits en

justice et emprisonnés. Sous la menace des baïonnettes allemandes, la grève échoue. L'échec révèle au grand jour, une fois de plus, la fiction de la neutralité et de l'indépendance du Luxembourg pendant la guerre. Comme l'exprime l'historien Gilbert Trausch: „Cette grève jette également une lumière très crue sur les limites de la souveraineté luxembourgeoise au cours de l'occupation. En juin 1917 c'est le colonel Tessmar qui se comporte en ministre d'Etat. C'est lui qui convoque les délégués ouvriers et les patrons sans en avertir le gouvernement.“

Les leaders ouvriers sont licenciés et placés sur des listes noires, mais la grève est un échec seulement dans la courte durée. Les revendications réapparaissent après l'armistice dans le cadre du mouvement révolutionnaire de novembre 1918. De nombreuses mesures sont prises immédiatement comme l'introduction de la journée de huit heures, des indemnités de vie chère ou encore le suffrage universel ou alors sont imposées dans le prochain cycle de luttes sociales des années 1930, comme la reconnaissance légale des syndicats et les premières conventions collectives dans la sidérurgie.

Comme d'autres pays, le Luxembourg, comme perdant de la guerre, a dû lâcher du lest sur le plan social, face à l'alternative qui se posa pour le restant du siècle et que Jay Winter a mentionnée: capitalisme d'Etat ou communisme. Même si on a oublié aujourd'hui que les leaders du LBHAV et députés de la *Freie Volkspartei* étaient appelés en 1917 les „trois Russes“ et qu'à la Chambre des députés le jeune député du parti de la droite et futur ministre d'Etat du CSV, Pierre Dupong, „félicite la démocratie russe d'avoir croulé le capitalisme comme j'espère que le capitalisme sera un jour croulé dans notre pays par le mouvement ouvrier de notre pays“.

Comme chez ses voisins ouest-européens, c'est le capitalisme d'Etat qui s'imposa historiquement au Grand-Duché. Dans l'entre-deux-guerres, l'Etat social luxembourgeois entraînait ainsi dans sa seconde phase, caractérisée non seulement par des assurances sociales, mais aussi par de nouveaux droits en matière de durée de travail et de relations de travail ainsi que de droits de codécision politiques. Un Etat social qui sera approfondi au 20<sup>e</sup> siècle et même ancré dans le droit de traités européens. Et dont nous profitons encore aujourd'hui.



Lauschtert och dem Denis Scuto sâi Feuilleton op Radio 100,7, all Donneschdeg um 9.40 Auer (Rediffusioun 19.20) oder am Audioarchiv op [www.100komma7.lu](http://www.100komma7.lu).